

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/13920]

19 OCTOBRE 2017. — Décret portant mesures diverses en vue de faciliter la mise en œuvre du principe de priorisation des titres telle que prévue par le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions modifiant le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots : « , sauf pour ce qui est mentionné aux articles 16, § 7, et 39, alinéa 2, 5° » ;

2° l'alinéa 2 est complété par les mots : « , sauf pour ce qui est mentionné aux articles 16, § 7 et 39, alinéa 2, 5° ».

Art. 2. Dans l'article 2, § 1^{er}, du même décret sont ajoutés un 19°, un 20° et un 21° libellés comme suit :

« 19° Variante : toute dénomination d'une compétence disciplinaire ou pédagogique listée dont la formulation est antérieure et déclarée correspondante à celles reprises dans l'arrêté pris en exécution de l'article 16 ;

20° *Déclassement d'un titre de capacité* : décision du Gouvernement qui, sur proposition de la Commission, aboutit à ce qu'un titre de capacité passe de :

a) titre requis à titre suffisant ou de pénurie ou à autre titre ;

b) titre suffisant à titre de pénurie ou à autre titre ;

c) titre de pénurie passe à autre titre ;

21° *Mieux titré* : qualification donnée à un membre du personnel de l'enseignement porteur d'un :

a) titre requis par rapport à un porteur d'un titre suffisant, de pénurie ou d'un autre titre ;

b) titre suffisant par rapport à un porteur d'un titre de pénurie ou d'un autre titre ;

c) titre de pénurie par rapport au porteur d'un autre titre. ».

Art. 3. A l'article 16 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 6, sont ajoutés deux alinéas libellés comme suit :

« Le délai d'introduction de la demande à la Commission visée à l'alinéa précédent est de 30 jours ouvrables à compter du recrutement du membre du personnel. En cas de non-respect de ce délai, la Commission visée à l'alinéa précédent ne remet aucune décision.

Le membre du personnel recruté sur la base de l'alinéa 1^{er} a, en cas de refus de la Commission visée à l'alinéa précédent, droit à un traitement ou à une subvention traitement, depuis la date de son engagement jusqu'à la fin de la semaine qui suit la notification du refus. En cas de recours du Pouvoir Organisateur contre cette décision de refus, le traitement ou la subvention-traitement est maintenu jusqu'à la fin de la semaine qui suit la nouvelle notification de refus. Le Pouvoir organisateur dispose de huit jours ouvrables scolaires pour introduire son recours auprès de la Commission visée à l'alinéa 2. » ;

2° un § 7 libellé comme suit est ajouté :

« § 7. Le Gouvernement arrête également la liste des variantes anciennes des diplômes listés conformément au présent article. Ces variantes valent pour tout diplôme listé dans d'autres textes relatifs à la réglementation de l'enseignement quel que soit le niveau d'enseignement concerné. ».

Art. 4. L'article 17, § 2, alinéa 3, du même décret est complété par les mots suivants :

« ainsi que pour le 4^{ème} degré de l'enseignement secondaire de plein exercice ».

Art. 5. A l'article 23, § 1^{er}, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, un nouvel alinéa libellé comme suit est inséré entre les alinéas 5 et 6 :

« Par mesure transitoire, pour les demandes introduites avant le 30 juin 2018, la chambre de l'expérience utile visée à l'article 48 délivre dans ce même délai maximum de quatre mois, un accusé de réception auquel est joint, à titre conservatoire, une attestation de retard de traitement de la demande de valorisation d'expérience utile. Cette attestation de retard précise notamment :

1° la date de réception de la demande ;

2° la (les) fonction(s) concernée(s) par la demande ;

3° l(es) éventuel(s) document(s) et/ou annexe(s) manquant sans que cela engage définitivement la chambre par rapport au caractère complet ou incomplet du dossier de demande de valorisation d'expérience utile ;

4° les dates entre lesquelles cette attestation peut provisoirement tenir lieu de dépêche de valorisation d'expérience utile et être jointe à une candidature en lieu et place de la décision de la chambre de l'expérience utile.

La date de début de validité de l'attestation de retard est la date de réception de la demande augmentée de 4 mois lorsque le dossier est réputé complet ou lorsque le candidat n'a pas été averti dans ce délai de 4 mois de ce que son dossier était incomplet et de 6 mois lorsque le candidat est averti dans le délai de 4 mois que son dossier est incomplet.

La date de fin de validité est fixée au 30 juin qui suit la date de début de validité. ».

Art. 6. A l'article 23 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, un § 4 libellé comme suit est inséré :

« § 4 Lorsqu'un membre du personnel est recruté sur la base d'une attestation provisoire visée à l'alinéa 6, il ne bénéficie de la valorisation pécuniaire visée au § 3 qu'à partir du moment où il dispose de la décision définitive de la chambre de l'expérience utile. Cette valorisation s'applique avec effet rétroactif à la date de réception de la demande complète de valorisation d'expérience utile. ».

Art. 7. A l'article 27 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° L'alinéa 1^{er} devient le 1^{er} alinéa 1^{er} du § 1^{er} ;

2° le § 1^{er} est complété par les alinéas suivants :

« Les porteurs d'un autre titre que ceux déterminés par le Gouvernement pour l'exercice d'une fonction et qui ont fait l'objet d'une décision favorable non limitative dans le temps de la chambre créée à l'article 48 du présent décret pour l'exercice de la mission prévue à l'article 16, § 6 peuvent également s'inscrire dans l'application visée à l'alinéa 1^{er}.

Les candidats joindront obligatoirement et à peine de nullité, dans un des formats prévu par l'application visée à l'alinéa 1^{er}, les documents probants justifiant du titre de capacité dont ils se déclarent porteurs.

Les documents sont, selon la situation personnelle du candidat :

1° ceux qui attestent de ce que le candidat peut justifier des différents éléments constitutifs d'un titre de capacité, tels que fixés par le Gouvernement en vertu de l'article 16;

2° celui attestant de leur assimilation à un titre suffisant conformément aux dispositions prévues à l'article 37, §§ 2 et 3 ;

3° l'attestation de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice d'une ou plusieurs fonctions délivrée en vertu du décret du 23 janvier 2009 portant des dispositions relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psycho-médico-sociaux, relatives au congé pour activités sportives et diverses mesures urgentes en matière d'enseignement ;

4° la décision favorable sans limite de validité dans le temps de la chambre décisionnelle créée en application de l'article 48 en vue d'exercer la mission visée à l'article 39, 4° ».

3° un § 2 libellé comme suit est inséré :

« § 2. Cette application permet aux Pouvoirs Organisateurs qui le souhaitent de déclarer, dans les modalités et délais fixés à l'article 29bis, des emplois pour lesquels ils vont recourir à des primo-recrutements.

La déclaration des emplois précise au minimum s'il s'agit d'un :

1° remplacement dans un emploi temporairement vacant, auquel cas, la durée minimum du remplacement et le volume doivent être précisés ainsi que les éventuelles contraintes d'horaires ;

2° emploi dans un emploi définitivement vacant, auquel cas le volume minimum doit être précisé.

4° L'ancien alinéa 2 devient le § 3 dans lequel les mots « à alinéa précédent » sont remplacés par les mots « au § 1^{er}, alinéa 1^{er} ».

Art. 8. A l'article 29, § 1^{er} du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Tout pouvoir organisateur » sont remplacés par les mots : « Sauf lorsqu'il fait usage de la possibilité de déclarer un emploi conformément à l'article 27, § 2, tout pouvoir organisateur » ;

2° les mots « particulières ou » sont supprimés.

Art. 9. Dans le chapitre 4, section 4, sous-section 1 du même décret est inséré un article 29bis libellé comme suit :

« Art. 29bis. § 1^{er}. Tout pouvoir organisateur qui ne peut pourvoir à un emploi qualifié de primo-recrutement au sens de l'article 25, selon les règles de priorisation reprises à l'article 26 ou dans le respect des règles dérogatoires visées aux articles 31bis à 35 doit, s'il veut être dispensé de l'ensemble des consultations visées à l'article 29, l'avoir déclaré conformément à l'article 27, § 2, via la base de données mise à sa disposition par le Gouvernement dans les mêmes délais que ceux fixés à l'article 29 pour la consultation de la base de données.

§ 2. La déclaration d'emploi précise au minimum la fonction concernée.

S'il échet, d'autres précisions comme les cours accrochés à la fonction, voire les horaires peuvent également être apportées à la déclaration.

§ 3. Le pouvoir organisateur subventionné produit aux services du Gouvernement, la pièce justificative exigée tant sur le respect des règles reprises aux §§ 1 et 2 que pour attester de l'absence de candidats répondant à la déclaration d'emploi.

La pièce justificative visée à l'alinéa précédent reprend obligatoirement l'ensemble des candidats qui se sont déclarés disponibles pour l'emploi déclaré et porteurs d'un titre de(s) catégorie(s) supérieure(s) à la catégorie à laquelle appartient la personne engagée ou recrutée. Pour chacun de ces candidats, une justification de la non prise en compte de sa disponibilité est produite soit sur la base d'une sollicitation effective, soit par le recours à l'une des situations visées aux articles 30 à 31 du présent décret ».

Art. 10. Dans le Titre I, chapitre 4, section 4, sous-section 1 du même décret est inséré un article 29^{ter} libellé comme suit :

« Art. 29^{ter}. La pièce justificative visée à l'article 29 ou 29^{bis} qui a servi pour un 1^{er} remplacement peut être réutilisée, en cas de réengagement de la même personne dans le remplacement du même membre du personnel dans la même fonction et pour au maximum le même volume de charge, endéans le délai de trente jours suivant la fin de l'engagement précédent. ».

Art. 11. A l'article 30, alinéa 1^{er}, du même décret, sont ajoutés un 8^o et un 9^o libellés comme suit :

« 8^o les pièces jointes visées à l'article 27 ne correspondent pas au titre de capacité dont se prévaut le candidat ;
9^o le candidat a refusé l'emploi ou n'y a pas donné suite. ».

Art. 12. Dans le titre I, chapitre 4, section 4, sous-section 2, du même décret est inséré un article 31^{bis} libellé comme suit :

« Art. 31^{bis}. Par dérogation, dans le champ de la priorisation des porteurs de titres requis sur les porteurs de titres suffisants, le porteur d'un titre requis ou d'un titre suffisant engagé dans le cadre de l'application de l'article 29 ou 29^{bis} et porteur d'un titre pédagogique ou le porteur d'un titre de pénurie engagé dans le cadre de l'application de l'article 29 ou 29^{bis} et porteur d'un titre pédagogique exerçant à ce(s) titre(s) une ou plusieurs fonctions à prestations incomplètes formant au total au moins la moitié du nombre d'heures requis pour une fonction à prestations complètes peut voir sa charge étendue dans une fonction pour laquelle il possède un titre suffisant. Concernant l'enseignement secondaire de promotion sociale, le seuil de prestations repris ci-dessus est fixé à concurrence de 120 périodes.

Dans l'enseignement spécialisé de forme 4, la charge peut en outre être étendue, aux conditions fixées à l'alinéa 1^{er}, dans une fonction pour laquelle il possède un titre de pénurie. Cette extension est limitée à maximum le quart du nombre d'heures requis pour une fonction à prestations complètes.

L'exercice des dérogations visées aux alinéas 1^{er} et 2 ne peut porter préjudice à un membre du personnel mieux titré pour cette même fonction ou une de ces fonctions, candidat pour une de ces fonctions au sein du Pouvoir organisateur. ».

Art. 13. L'article 32 du même décret est remplacé par un nouvel article 32 rédigé comme suit :

« Art. 32. § 1^{er}. Par dérogation, dans le champ de la priorisation des porteurs de titres requis sur les porteurs de titres suffisants, un porteur de titre suffisant, temporaire non prioritaire, peut être à nouveau désigné ou engagé, l'année scolaire en cours ou l'année scolaire suivante, dans la(les) même(s) fonction(s) à la condition suivante : avoir exercé cette(ces) fonction(s), à prestations complètes ou incomplètes comportant au moins le tiers des heures requises pour l'exercice d'une fonction à prestations complètes pour l'enseignement de plein exercice et en alternance, durant 150 jours au cours de l'année scolaire précédente calculé selon les modalités reprises à l'article 19, § 2.

Concernant l'enseignement secondaire de promotion sociale, le seuil de prestations repris ci-dessus est fixé à concurrence de 120 périodes.

§ 2. Par dérogation à la règle de la priorisation des porteurs de titres suffisants sur les porteurs de titres de pénurie, un porteur de titre de pénurie, temporaire non prioritaire, peut être à nouveau désigné ou engagé, l'année scolaire en cours ou l'année scolaire suivante, dans la(les) même(s) fonction(s) à la condition suivante : avoir exercé cette(ces) fonction(s) durant 150 jours au cours de l'année scolaire 2015-2016 et sans interruption depuis l'année scolaire 2015-2016 de plus d'une année scolaire, à concurrence d'une fonction à prestations complètes ou incomplètes comportant au moins le tiers des heures requises pour l'exercice d'une fonction à prestations complètes pour l'enseignement de plein exercice et en alternance. Les 150 jours sont calculés selon les modalités reprises à l'article 19, § 2.

Concernant l'enseignement secondaire de promotion sociale, le seuil de prestations repris ci-dessus est fixé à concurrence de 120 périodes.

§ 3. Par dérogation à la règle de la priorisation des porteurs de titres de pénurie sur les porteurs de tout autre titre, un porteur d'un titre de la catégorie inférieur au titre de pénurie, temporaire non prioritaire, peut être à nouveau désigné ou engagé, l'année scolaire en cours ou l'année scolaire suivante, dans la(les) même(s) fonction(s) à la condition suivante : avoir exercé cette(ces) fonction(s) durant 150 jours au cours de l'année scolaire 2015-2016 et sans interruption depuis l'année scolaire 2015-2016 de plus d'une année scolaire, à concurrence d'une fonction à prestations complètes ou incomplètes comportant au moins le tiers des heures requises pour l'exercice d'une fonction à prestations complètes pour l'enseignement de plein exercice et en alternance. Les 150 jours sont calculés selon les modalités reprises à l'article 19, § 2.

Concernant l'enseignement secondaire de promotion sociale, le seuil de prestations repris ci-dessus est fixé à concurrence de 120 périodes.

§ 4. Par dérogation à la règle de priorisation, un membre du personnel dont le titre a fait l'objet d'une décision de déclassement prise par le Gouvernement, temporaire non prioritaire, peut être à nouveau désigné ou engagé, l'année scolaire en cours ou l'année scolaire suivante, dans la(les) même(s) fonction(s) à la condition suivante : avoir exercé cette(ces) fonction(s) durant 150 jours au cours de l'année scolaire précédente, à concurrence d'une fonction à prestations complètes ou incomplètes comportant au moins le tiers des heures requises pour l'exercice d'une fonction à prestations complètes pour l'enseignement de plein exercice et en alternance. Les 150 jours sont calculés selon les modalités reprises à l'article 19, § 2.

Concernant l'enseignement secondaire de promotion sociale, le seuil de prestations repris ci-dessus est fixé à concurrence de 120 périodes.

§ 5. L'exercice des dérogations visées aux paragraphes 1 à 4 ne peut porter préjudice à un membre du personnel mieux titré pour cette(une de ces) fonction(s), candidat pour cette fonction ou une de ces fonction(s) au sein du Pouvoir organisateur, dans les mêmes conditions d'ancienneté mais acquises au cours des trois dernières années scolaires.

Art. 14. L'article 33 du même décret est remplacé par un nouvel article 33 rédigé comme suit :

« Art. 33. § 1^{er}. Par dérogation, un membre du personnel, porteur d'un titre requis ou suffisant et nommé ou engagé à titre définitif, exerçant ou ayant exercé une ou plusieurs fonctions enseignantes à prestations incomplètes formant au total au moins le tiers du nombre d'heures requis pour l'exercice d'une fonction à prestations complètes durant l'année scolaire précédente ou en cours, peut voir sa charge étendue dans une ou plusieurs fonction(s) pour la(les)quelle(s) il possède un titre suffisant.

Cette dérogation s'applique également au bénéficiaire d'un membre du personnel, porteur d'un titre requis ou suffisant et nommé ou engagé à titre définitif, exerçant une ou plusieurs fonctions enseignantes à prestations incomplètes dans l'enseignement secondaire de promotion sociale comportant au total 120 périodes.

Dans l'enseignement spécialisé de forme 4, la charge peut en outre être étendue, aux conditions fixées à l'alinéa 1^{er}, dans une fonction pour laquelle il possède un titre de pénurie. Cette extension est limitée à maximum le quart du nombre d'heures requis pour une fonction à prestation complète.

§ 2. Les dispositions reprises au § 1^{er} du présent article s'appliquent également au membre du personnel, porteur d'un titre requis ou suffisant et désigné ou engagé comme temporaire prioritaire en vue d'une extension de sa charge dans une ou plusieurs fonction(s) pour la(les)quelle(s) il possède un titre suffisant ou de pénurie dans le cas de l'enseignement spécialisé de forme 4, à condition d'avoir exercé l'année scolaire précédente ou durant l'année scolaire en cours la(les) fonction(s) pour laquelle(lesquelles) il possède un titre requis ou suffisant durant le nombre de jours et à concurrence du volume de charge repris à l'article 32.

§ 3. Les dispositions reprises au § 2 s'appliquent au membre du personnel, porteur d'un titre requis ou suffisant ou de pénurie et désigné ou engagé à titre temporaire. Lorsqu'il s'agit de membres du personnel désignés ou engagés sur base d'un titre suffisant ou de pénurie, ils doivent être porteurs d'un titre pédagogique et avoir été engagés dans le cadre de l'application de l'article 29 ou 29bis.

§ 4. L'exercice des dérogations visées aux paragraphes 1 à 3 ne peut porter préjudice à un membre du personnel mieux titré pour cette(une de ces) fonction(s), candidat pour cette fonction ou une de ces fonction(s) au sein du Pouvoir organisateur, dans les mêmes conditions d'ancienneté mais acquises au cours des trois dernières années scolaires.

Art. 15. Dans le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française est inséré un article 34bis libellé comme suit :

« Art. 34bis. Les autorités disposant du pouvoir de recrutement peuvent justifier le non-respect des règles de priorisation au profit d'un candidat à une fonction dont le titre de capacité comporte une composante expérience utile et qui dispose pour cette fonction de l'attestation de retard visée à l'article 23, § 1^{er}, alinéa 6.

Cette possibilité ne peut être utilisée que pour un engagement prenant cours durant la période de validité de l'attestation. Toutefois, les membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale engagés sur la base de cette possibilité dans une unité d'enseignement qui se termine au-delà de cette période peuvent terminer cette unité d'enseignement.

Cette possibilité ne peut porter préjudice à un membre du personnel mieux titré, candidat à cette fonction au sein de son Pouvoir organisateur. »

Art. 16. L'article 39, alinéa 2, 5^o, du même décret est complété par les mots : « tant dans l'enseignement fondamental et secondaire que dans l'enseignement supérieur ; ».

Art. 17. L'article 262 du même décret est complété par un alinéa 2, libellé comme suit :

« Les membres du personnel qui bénéficient des mesures transitoires de la présente section peuvent s'en prévaloir auprès de tout autre Pouvoir organisateur dans le respect des règles statutaires applicables à ce dernier et en vue du recrutement dans une fonction telle qu'arrêtée par l'arrêté du Gouvernement pris en exécution de l'article 7 du présent décret. ».

Art. 18. L'article 278 du même décret est complété par un alinéa libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les services rendus par les membres du personnel dans une fonction de cours techniques et de pratique professionnelle avant l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés l'avoir été dans la fonction de cours technique et/ou dans la fonction de professeur de cours de pratique professionnelle selon le tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement. ».

Art. 19. L'article 279 du même décret est complété par un alinéa libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les services rendus par les membres du personnel dans une fonction de cours techniques et de pratique professionnelle avant l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés l'avoir été dans la fonction de cours technique et/ou dans la fonction de professeur de cours de pratique professionnelle selon le tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement. ».

Art. 20. A l'article 285 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1^o aux 5^o, 6^o et 8^o sont ajoutés les mots : « à l'exception du personnel non chargé de cours pour qui il faut compter une ancienneté de 315 jours auprès du pouvoir organisateur sur minimum 2 années scolaires, acquises dans les 5 dernières années scolaires » ;

2^o au 9^o, les mots « à l'exception du personnel non chargé de cours pour qui il faut compter une ancienneté de 315 jours auprès du pouvoir organisateur sur minimum 2 années scolaires, acquises dans les 5 dernières années scolaires » sont insérés entre les mots « est fixé à 480 périodes. » et les mots « Ces membres du personnel seront réputés » ;

3^o un 11^o libellé comme suit est ajouté : « 11^o les membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale prestant une fonction accessoire depuis au moins trois années scolaires pour un volume d'au moins 120 périodes par année scolaire ; » ;

4^o un 12^o libellé comme suit est ajouté « 12^o les membres du personnel temporaires prioritaires au sens de l'article 23 du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion disposant d'un titre requis » ;

5^o un 13^o libellé comme suit est ajouté « 13^o les membres du personnel temporaires visés par le décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion disposant d'un titre requis à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret et d'une ancienneté de fonction de 315 jours auprès du pouvoir organisateur sur minimum 2 années scolaires, acquises dans les 5 dernières années scolaires, calculés conformément à l'article 18 du décret précité. » ;

6^o un 14^o libellé comme suit est ajouté : « les membres du personnel stagiaires visés par l'article 12 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française » ;

7^o un 15^o libellé comme suit est ajouté : « 15^o les membres du personnel temporaires disposant d'un titre requis à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, classés dans le premier groupe visé à l'article 5 quater, alinéa 3 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française ; » ;

8° un 16° libellé comme suit est ajouté : « 16° les membres du personnel temporaires visés par l'article 5 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française et disposant d'une ancienneté de fonction de 450 jours auprès du pouvoir organisateur acquise sur 3 années scolaires au moins, calculés conformément à l'article 5quinquies de l'arrêté royal précité, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret. ».

Art. 21. Dans le Titre III, chapitre 2, section 3, du même décret est inséré un article 285bis libellé comme suit :

« Art. 285bis Pour toutes les mesures transitoires susvisées, dans l'enseignement subventionné, les membres du personnel temporaires prioritaires ou y assimilés en vertu de l'article 285 sur bases de titres propres à l'enseignement professionnel conservent la possibilité d'être nommés, engagés à titre définitif ainsi que désignés en qualité de temporaires prioritaires ou protégés uniquement dans cette forme d'enseignement. ».

Art. 22. L'article 286 du même décret est complété par un alinéa 2, libellé comme suit :

« Les membres du personnel qui bénéficient des mesures transitoires de la présente section peuvent s'en prévaloir auprès de tout autre pouvoir organisateur dans le respect des règles statutaires applicables à ce dernier et en vue du recrutement dans une fonction telle qu'arrêtée par arrêté du Gouvernement adopté en application de l'article 7 du présent décret. ».

Art. 23. Dans le chapitre 2, titre III du même décret, est insérée une section 3bis dont l'intitulé est le suivant : « Section 3bis : dispositions transitoires et fonctions de sélection et de promotion. ».

Art. 24. Dans la section 3bis du chapitre 2 du titre III du même décret insérée par l'article 20 est inséré un article 290bis libellé comme suit :

« Art. 290bis. Tout membre du personnel couvert par les mesures transitoires de la section 1 ou répondant aux conditions fixées à l'article 285 de la section 3 et qui en vertu des dispositions réglementaires en matière de titres applicables jusqu'au 31 août 2016 était dans les conditions d'accès à une fonction de sélection ou de promotion est considéré comme étant encore dans les conditions d'accès à ces fonctions. ».

Art. 25. Dans la section 3bis du chapitre 2 du titre III du même décret est inséré un article 293/1 libellé comme suit :

« Article 293/1. En cas de déclassement d'un titre de capacité, le membre du personnel nommé, engagé à titre définitif, porteur dudit titre continue à bénéficier de l'échelle de traitement antérieure au déclassement de son titre.

Ces mêmes membres du personnel conservent le droit d'étendre leur charge selon les modalités prévalant avant le déclassement de leur titre. ».

Art. 26. Dans la section 3bis du chapitre 2 du titre III du même décret est inséré un article 293/2 libellé comme suit :

« Article 293/2. En cas de déclassement d'un titre de capacité, le membre du personnel temporaire prioritaire ou protégé porteur dudit titre continue à bénéficier de l'échelle de traitement antérieure au déclassement de son titre.

Ces mêmes membres du personnel conservent la possibilité d'être nommés, engagés à titre définitif, ainsi que désignés en qualité de temporaire, temporaire prioritaire ou protégé dans les conditions statutaires prévalant avant le déclassement de leur titre. ».

Art. 27. Dans la section 3bis du chapitre 2 du titre III du même décret est inséré un article 293/3 libellé comme suit :

« Art. 293/3. Le Gouvernement est habilité à arrêter, sur proposition de la Commission visée à l'article 38, un tableau de correspondance des fonctions reprenant les modifications opérées au niveau de l'accroche cours-fonction dans le cadre de l'article 39, alinéa 2, 2°. Les règles reprises aux sections 1 et 2 du présent chapitre s'appliquent à ce tableau de correspondance en prenant en considération, au lieu des 31 août et 1^{er} septembre 2016, les 31 août et 1^{er} septembre de l'année scolaire au cours de laquelle l'accroche cours-fonction nouvelle prend effet ».

Art. 28. A l'article 294 du même décret, sont ajoutés les mots « et de l'article 29, § 5 qui entre en application le 1^{er} novembre 2017. ».

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 29. Dans l'article 167bis, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements les mots « le titre requis » sont remplacés par les mots : « soit un titre requis, soit un titre suffisant, soit un titre de pénurie, soit un autre titre, priorité étant toujours accordée aux catégories de titres susvisées suivant l'ordre précité. ».

CHAPITRE III. — *Modification de l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements*

Art. 30. Dans l'article 13ter de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, les mots « le titre requis » sont remplacés par les mots : « soit un titre requis, soit un titre suffisant, soit un titre de pénurie, soit un autre titre, priorité étant toujours accordée aux catégories de titres susvisées suivant l'ordre précité. ».

CHAPITRE IV. — *Modifications du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné*

Art. 31. A l'article 29^{quater} du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné sont apportées les modifications suivantes :

1° un 9°bis libellé comme suit est inséré :

« 9°bis. si l'emploi est définitivement vacant, il l'attribue à titre définitif dans le respect des articles 41bis/1 et 42bis, à un membre de son personnel déjà engagé à titre définitif, pour une charge complète ou partielle dans une ou des autre(s) fonction(s) de la même catégorie pour laquelle (lesquelles) il ne possède pas un titre requis, qui en a fait la demande et qui possède le titre requis pour la fonction visée ; » ;

2° au 12°, les mots « Dans ce cas, le membre du personnel » sont remplacés par les mots « en donnant priorité aux porteurs d'un titre requis. Le membre du personnel ».

Art. 32. Dans le chapitre III, section 3 du même décret est inséré un article 41bis/1 libellé comme suit :

« Article 41bis/1. - Le pouvoir organisateur qui a un emploi définitivement vacant à conférer doit, dans le respect des articles 29^{quater} et 29^{quinquies}, et par dérogation à l'article 43, l'attribuer à un membre de son personnel qui en fait la demande déjà engagé à titre définitif dans une charge à prestations complètes ou partielles dans une fonction pour laquelle il ne dispose pas d'un titre requis, par un changement de fonction à titre définitif.

Le changement de fonction à titre définitif produit ses effets le 1^{er} octobre suivant, sauf accord entre les parties pour une prise d'effet immédiate. ».

CHAPITRE V. — *Modification du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné*

Art. 33. A l'article 24, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, dans le 3^{ème} tiret, inséré par le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, les mots « le titre requis ou » sont insérés entre les mots « qui possède » et les mots « le titre suffisant ».

CHAPITRE VI. — *Modification de l'AGCF du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés*

Art. 34. A l'article 6, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés tel que modifié par le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, les mots « , l'enseignement à horaire réduit » sont supprimés.

Art. 35. A l'article 8, § 2, alinéa 2, du même arrêté, les termes « , dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ou dans l'enseignement à horaire réduit » sont remplacés par les termes « ou dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ».

Art. 36. A l'article 13, § 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au point 1°, deuxième tiret, les mots « jugé suffisant du groupe A », sont remplacés par le mot « suffisant » ;

2° un point 4°), composé de deux alinéas et rédigé comme suit est ajouté :

« 4°) avec son accord, à tout membre du personnel qu'il a placé en disponibilité par défaut d'emploi et qui n'a pu être rappelé à l'activité : tout emploi vacant dans une autre fonction de la même catégorie pour laquelle il possède un autre titre et pour laquelle ce membre du personnel a préalablement obtenu une dérogation en application de l'article 16, § 6, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

La disposition reprise à l'alinéa 1^{er} ne peut avoir pour effet d'attribuer en rappel provisoire à l'activité des périodes qui devraient être confiées à des membres du personnel temporaires porteurs d'un titre de catégorie supérieure. ».

CHAPITRE VII. — *Modification de l'AGCF du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique libres subventionnés*

Art. 37. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique libres subventionnés, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 3, les mots « ou, dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, par le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit » sont ajoutés à la suite des mots « décret du 11 avril 2014 » ;

2° au § 4, un 3^{ème} alinéa rédigé comme suit est ajouté :

« Pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, la fonction est définie dans le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit. »

3° Au § 5, le point 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° rappel en service d'un membre du personnel dans une autre fonction de la même catégorie pour l'exercice de laquelle le membre du personnel possède soit le titre suffisant, soit le titre de pénurie, soit un autre titre. Le membre du personnel porteur d'un autre titre doit préalablement avoir obtenu une dérogation en application de l'article 16, § 6, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française pour l'exercice de cette fonction; ».

Art. 38. A l'article 3, § 1^{er}, du même arrêté, la phrase liminaire est remplacée par : « Pour l'application des articles 9 à 13, on entend par même fonction dans l'enseignement secondaire en tenant compte de la distinction entre l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé d'une part, et l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit d'autre part ».

Art. 39. A l'article 17 du même arrêté, un § 5 nouveau, composé de deux alinéas et rédigé comme suit est inséré :

« § 5. Confier, avec son accord, à tout membre du personnel qu'il a mis en disponibilité et qu'il n'a pu réaffecter ou remettre au travail, tout emploi vacant dans une fonction de la même catégorie pour laquelle le membre du personnel possède un autre titre et pour laquelle il a préalablement obtenu une dérogation en application de l'article 16, § 6, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

La disposition reprise à l'alinéa 1^{er} ne peut avoir pour effet d'attribuer en rappel provisoire en service des périodes qui devraient être confiées à un membre du personnel ayant la qualité de temporaire prioritaire ou à un membre du personnel temporaire porteur d'un titre de catégorie supérieure. ».

CHAPITRE VIII. — *Modification de l'AGCF du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné*

Art. 40. A l'article 2, § 5, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné, un deuxième alinéa rédigé comme suit est ajouté :

« Dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, le membre du personnel doit être porteur, soit du titre suffisant, soit du titre de pénurie, soit d'un autre titre. Le membre du personnel porteur d'un autre titre doit préalablement avoir obtenu une dérogation en application de l'article 16, § 6, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française pour l'exercice de la fonction pour laquelle il est rappelé provisoirement en service; »

Art. 41. A l'article 13 du même arrêté, un deuxième alinéa rédigé comme suit est inséré :

« Dans l'enseignement secondaire de promotion sociale, le rappel provisoire en service d'un membre du personnel porteur d'un autre titre ne s'effectue que moyennant son accord et ne peut avoir pour effet d'attribuer des périodes qui devraient être confiées à un membre du personnel ayant la qualité de temporaire prioritaire ou à un membre du personnel temporaire porteur d'un titre de catégorie supérieure. »

CHAPITRE IX. — *Modification de l'AGCF du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné*

Art. 42. A l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné, tel que complété par l'arrêté du Gouvernement du 7 octobre 1996 et complété par le décret du 11 avril 2014, il est inséré un nouveau § 5 rédigé comme suit :

« § 5. Tout pouvoir organisateur qui n'a pu réaffecter ou rappeler provisoirement à l'activité conformément aux dispositions précédentes un membre de son personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge peut lui confier :

1^o avec son accord, tout emploi vacant dans une autre fonction de la même catégorie pour laquelle il possède le titre suffisant ou le titre de pénurie ;

2^o avec son accord, tout emploi vacant dans une autre fonction de la même catégorie pour laquelle il possède un autre titre que requis, suffisant ou de pénurie et pour laquelle ce membre du personnel a préalablement obtenu une dérogation en application de l'article 16, § 6, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

Les dispositions reprises au présent paragraphe ne peuvent avoir pour effet d'attribuer en rappel provisoire à l'activité des périodes qui devraient être confiées à des membres du personnel temporaires porteurs d'un titre de catégorie supérieure. ».

CHAPITRE X. — *Modifications du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs*

Art. 43. Dans le tableau I du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans la rubrique « sous-directeur de l'enseignement secondaire inférieur », au point *c*) de la colonne « 3. Titres de capacité »,

a) le mot « jugés » est supprimé ;

b) les mots « de surveillant-éducateur » sont remplacés par les mots « d'éducateur ou d'éducateur secrétaire » ;

2^o dans la rubrique « proviseur ou sous-directeur », au point *d*) de la colonne « 3. Titres de capacité »,

a) le mot « jugés » est supprimé ;

b) les mots « de surveillant-éducateur » sont remplacés par les mots « d'éducateur ou d'éducateur secrétaire » ;

3^o dans la rubrique « sous-directeur de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit », au point *b*) de la colonne « 3. Titres de capacité »,

a) le mot « jugés » est supprimé ;

b) les mots « de surveillant-éducateur » sont remplacés par les mots « d'éducateur ou d'éducateur secrétaire » ;

4° dans la rubrique « chef d'atelier »,

a. au point 1) de la colonne « 2. Fonctions exercées », les termes suivants sont supprimés :

« Professeur de cours techniques et de pratique professionnelle »

b. le point 2) de la colonne « 2. Fonctions exercées » est remplacé comme suit :

« Accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance » ;

5° la rubrique « éducateur-économe » est supprimée et remplacée par les 2 rubriques suivantes :

Educateur-économe dans l'enseignement secondaire de plein exercice	Educateur	Un des titres requis ou suffisants pour la fonction d'Educateur
Educateur-économe dans l'enseignement de promotion sociale	Educateur-secrétaire	Un des titres requis ou suffisants pour la fonction d'Educateur-secrétaire

6° la rubrique « secrétaire de direction » est supprimée et remplacée par les 2 rubriques suivantes :

Secrétaire de direction dans l'enseignement secondaire de plein exercice	Educateur	Un des titres requis ou suffisants pour la fonction d'Educateur
Secrétaire de direction dans l'enseignement de promotion sociale	Educateur-secrétaire	Un des titres requis ou suffisants pour la fonction d'Educateur-secrétaire

Art. 44. Dans le tableau II du même décret, dans la rubrique « chef de travaux d'atelier », les modifications suivantes sont apportées :

a) au point 1) de la colonne « 2. Fonctions exercées », les termes suivants sont supprimés :

« Professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, *Professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur* » ;

b) le point 2) de la colonne « 2. Fonctions exercées » est remplacé comme suit :

« Accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance »

CHAPITRE XI. — *Disposition finale*

Art. 45. Le présent décret entre en vigueur pour la rentrée scolaire 2017-2018, à l'exception des articles 3, 11, 19, 20, 21, 23, 28 et 33 qui produisent ses effets au 1^{er} septembre 2016.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 octobre 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes
et de l'Egalité des chances,
I. SIMONIS

—
Note

(1) *Session 2017-2018.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n°504-1. – Amendements en commission, n° 504-2 – Rapport de commission, n° 504-3 – texte adopté en commission, n° 504-4. – Texte adopté en séance, n° 504-5.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 18 octobre 2017.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/13920]

19 OKTOBER 2017. — Decreet houdende verschillende maatregelen voor de vergemakkelijking van de toepassing van de voorrangsregeling inzake bekwaamheidsbewijzen zoals bepaald bij het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs

Artikel 1. In artikel 1 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden “, behalve voor wat in de artikelen 16, § 7, en 39, tweede lid, 5°” vermeld is;

2° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden “, behalve voor wat in de artikelen 16, § 7, en 39, tweede lid, 5°” vermeld is;

Art. 2. In artikel 2, § 1, van hetzelfde decreet worden een punt 19°, een punt 20° en een punt 21° toegevoegd, luidend als volgt :

“19° variant : elke benaming van een vakcompetentie of van een pedagogische competentie die in een lijst opgenomen is, waarvan de formulering vroeger werd vastgesteld en als overeenstemmend wordt verklaard met deze die vermeld zijn in het besluit genomen ter uitvoering van artikel 16;

20° *declassering van een bekwaamheidsbewijs* : beslissing van de Regering die, op voorstel van de Commissie, tot gevolg heeft dat een bekwaamheidsbewijs overgaat :

a) van een vereist bekwaamheidsbewijs tot een voldoende bekwaamheidsbewijs of tot een schaarstebekwaamheidsbewijs of tot een ander bekwaamheidsbewijs;

b) van een voldoende bekwaamheidsbewijs tot een schaarstebekwaamheidsbewijs of een ander bekwaamheidsbewijs;

c) van een schaarstebekwaamheidsbewijs tot een ander bekwaamheidsbewijs;

21° *houder van een hoger bekwaamheidsbewijs* : kwalificatie die wordt toegekend aan een lid van het onderwijspersoneel dat houder is van :

a) een vereist bekwaamheidsbewijs tegenover een voldoende bekwaamheidsbewijs, een schaarstebekwaamheidsbewijs of een ander bekwaamheidsbewijs;

b) een voldoende bekwaamheidsbewijs tegenover een schaarstebekwaamheidsbewijs of een ander bekwaamheidsbewijs;

c) een schaarstebekwaamheidsbewijs tegenover een ander bekwaamheidsbewijs.”.

Art. 3. In artikel 16 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 6 worden twee leden toegevoegd, luidend als volgt :

“De termijn voor de indiening van de aanvraag bij de in het vorige lid bedoelde Commissie is 30 werkdagen te rekenen vanaf de aanwerving van het personeelslid. Bij niet-naleving van die termijn, neemt de in het vorige lid bedoelde Commissie geen beslissing.

Het op grond van het eerste lid aangeworven personeelslid heeft, in geval van afwijzing door de in het vorige lid bedoelde Commissie, recht op een wedde of een wedde-subsidie, sedert de datum van zijn aanwerving tot het einde van de week volgend op de kennisgeving van de weigering. Als de inrichtende macht een beroep tegen die beslissing tot weigering instelt, wordt de wedde of de wedde-subsidie behouden tot het einde van de week volgend op de kennisgeving van de weigering. De inrichtende macht beschikt over acht schoolwerkdagen om zijn beroep bij de in het tweede lid bedoelde Commissie in te dienen.”;

2° er wordt een § 7 toegevoegd, luidend als volgt :

“§ 7. De Regering stelt eveneens de lijst van de vroegere varianten van de diploma's die overeenkomstig dit artikel in lijsten worden opgenomen. Die varianten gelden voor elk diploma dat opgenomen is in andere teksten betreffende de onderwijswetgeving, ongeacht het betrokken onderwijsniveau.”.

Art. 4. Artikel 17, § 2, derde lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende woorden : “alook voor de vierde graad van het secundair onderwijs met volledig leerplan ” ingevoegd tussen de woorden “voor sociale promotie” en “als aangepast”.

Art. 5. In artikel 23 § 1 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, wordt tussen het vijfde lid en het zesde lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Bij wijze van overgangsmaatregel, voor de aanvragen die vóór 30 juni 2018 werden ingediend, reikt de in artikel 48 bedoelde kamer voor de nuttige ervaring een ontvangstbewijs uit waarbij, tot bewaring, een attest wordt gevoegd dat het bewijs levert dat de aanvraag om valorisatie van de nuttige ervaring te laat wordt behandeld.

Dat verdragingsattest bepaalt inzonderheid :

- 1° de datum van ontvangst van de aanvraag;
- 2° het ambt/de ambten waarop de aanvraag betrekking heeft;
- 3° het(de) eventuele document(en) en/of bijlage(n) die blijkbaar ontbreken, zonder dat dit de kamer definitief verantwoordelijk stelt voor het al dan niet volledige karakter van het dossier betreffende de aanvraag om valorisatie van de nuttige ervaring;
- 4° de datums tussen welke dat attest voorlopig als bewijs van valorisatie van de nuttige ervaring kan dienen en bij een kandidatuur kan worden gevoegd in plaats van de beslissing van de kamer voor de nuttige ervaring.

De datum van het begin van de geldigheid van het verdragingsattest is de datum van ontvangst van de aanvraag, vermeerderd met vier maanden, wanneer het dossier als volledig wordt beschouwd, of wanneer de kandidaat niet binnen die termijn van vier maanden ervan op de hoogte werd gebracht dat zijn dossier onvolledig was, en met zes maanden wanneer de kandidaat binnen de termijn van 4 maanden ervan op de hoogte wordt gebracht dat zijn dossier onvolledig is.

De datum van het einde van de geldigheid wordt vastgesteld op 30 juni volgend op de datum van het begin van de geldigheid.”.

Art. 6. In artikel 23 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 4. Wanneer een personeelslid aangeworven wordt op grond van een in het zesde lid bedoelde voorlopige attest, geniet het de in § 3 bedoelde geldelijke valorisatie pas vanaf het ogenblik waar het beschikt over de definitieve beslissing van de kamer voor de nuttige ervaring. Die valorisatie is van toepassing met terugwerkende kracht op de datum van ontvangst van de volledige aanvraag om valorisatie van de nuttige ervaring.”.

Art. 7. In artikel 27 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het eerste lid wordt het eerste lid van § 1;
- 2° § 1 wordt aangevuld met de volgende leden :

“De houders van een ander bekwaamheidsbewijs dan deze die door de Regering voor de uitoefening van een ambt werden bepaald en voor wie een gunstige, niet in de tijd beperkte, beslissing van de in artikel 48 van dit decreet opgerichte kamer werd genomen voor de uitoefening van de in artikel 16, § 6, bedoelde opdracht, kunnen eveneens worden opgenomen in de in het eerste lid bedoelde applicatie.

De kandidaten voegen verplicht en op straffe van nietigheid, in één van de formaten bepaald in de in het eerste lid bedoelde applicatie, de bewijsstukken die het bewijs leveren van het bekwaamheidsbewijs waarvan ze beweren houder te zijn.

De documenten zijn, naar gelang van de situatie van de kandidaat :

- 1° deze die bevestigen dat de kandidaat het bewijs kan leveren van de verschillende bestanddelen van een bekwaamheidsbewijs, zoals vastgesteld door de Regering krachtens artikel 16;
- 2° het document dat bevestigt dat ze worden gelijkgesteld met een voldoende bekwaamheidsbewijs overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 37, §§ 2 en 3;
- 3° het attest voor de erkenning van de beroepskwalificaties voor de uitoefening van een of meer ambten uitgereikt krachtens het decreet van 23 januari 2009 houdende diverse bepalingen betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties vereist voor de uitoefening van ambten in de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd voorschools, lager en secundair onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en in de psycho-medisch-sociale centra, betreffende het verlof voor sportactiviteiten en houdende diverse dringende maatregelen inzake onderwijs;
- 4° de gunstige, niet in de tijd beperkte, beslissing van de in artikel 48 van dit decreet opgerichte kamer voor de uitoefening van de in artikel 39, 4°, bedoelde opdracht”.
- 3° er wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 2. Die applicatie laat de inrichtende machten die dit wensen toe, volgens de nadere regels en binnen de termijn vastgesteld in artikel 29bis, betrekkingen bekend te maken die ze via nieuwaanwervingen zullen toekennen.

De bekendmaking van de betrekkingen bepaalt minstens of het gaat om een :

- 1° vervanging in een tijdelijk vacante betrekking, waarbij de minimumduur van de vervanging en het volume alsook de eventuele uurregeling moeten worden bepaald;
- 2° betrekking in een definitief vacante betrekking, waarbij het minimumvolume moet worden bepaald.
- 4° Het vroegere tweede lid wordt § 3, waarin de woorden “in het vorige lid” worden vervangen door de woorden “in § 1, eerste lid”.

Art. 8. In artikel 29, § 1, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de woorden “Elke inrichtende macht” worden vervangen door de woorden “Behalve als gebruik wordt gemaakt van de mogelijkheid om een betrekking bekend te maken overeenkomstig artikel 27, § 2, moet elke inrichtende macht”;
- 2° de woorden “bijzondere regels of” worden geschrapt.

Art. 9. In hoofdstuk 4, afdeling 4, onderafdeling 1 van hetzelfde decreet wordt een artikel *29bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. *29bis*. § 1. Elke inrichtende macht die geen gekwalificeerde nieuwaanwerving-betrekking kan toekennen in de zin van artikel 25, volgens de in artikel 26 vermelde voorrangregels of met inachtneming van de afwijkingsregels bedoeld in de artikelen *31bis* tot 35, moet, als zij wil worden vrijgesteld van alle in artikel 29 bedoelde raadplegingen, die betrekking hebben bekendgemaakt overeenkomstig artikel 27, § 2, via de databank die haar door de Regering ter beschikking wordt gesteld binnen dezelfde termijn als die bepaald in artikel 29 voor de raadpleging van de databank;

§ 2. De bekendmaking van de betrekking vermeldt minstens het betrokken ambt.

In voorkomend geval, kunnen andere gegevens, zoals cursussen in verband met een ambt, of dienstregelingen, eveneens in de bekendmaking worden vermeld.

§ 3. De gesubsidieerde inrichtende macht legt de diensten van de Regering het bewijsstuk voor dat vereist is zowel om de naleving van de in de §§ 1 en 2 vermelde regels te bevestigen als om te bevestigen dat geen kandidaat op de bekendmaking van de betrekking heeft geantwoord.

Het in het vorige lid bedoelde bewijsstuk moet alle kandidaten vermelden die zich bereid hebben verklaard de bekendgemaakte betrekking te bekleden en die houder zijn van een bekwaamheidsbewijs dat behoort tot (een) categorie(ën) die hoger is(zijn) dan de categorie waartoe de aangeworven persoon behoort. Voor elk van die kandidaten moeten de redenen worden aangegeven waarom zijn bereidverklaring niet kan worden waargemaakt : ofwel een werkelijke sollicitatie, ofwel één van de in de artikelen 30 tot 31 van dit decreet bedoelde situaties.”.

Art. 10. In titel I, hoofdstuk 4, afdeling 4, onderafdeling 1 van hetzelfde decreet wordt een artikel *29ter* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. *29ter*. Het in artikel 29 of *29bis* bedoelde bewijsstuk dat voor een eerste vervanging heeft gediend, kan opnieuw worden gebruikt, als dezelfde persoon opnieuw wordt aangeworven om hetzelfde personeelslid in hetzelfde ambt te vervangen en voor hoogstens hetzelfde opdrachtvolume, binnen de termijn van dertig dagen volgend op het einde van de vorige aanwerving.”.

Art. 11. In artikel 30, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de punten 8° en 9° toegevoegd, luidend als volgt :

“8° de in artikel 27 bedoelde bijgevoegde stukken stemmen niet overeen met het bekwaamheidsbewijs waarop de kandidaat aanspraak maakt;

9° de kandidaat heeft de betrekking afgewezen of heeft er geen gevolg aan gegeven.”.

Art. 12. In titel I, hoofdstuk 4, afdeling 4, onderafdeling 2, van hetzelfde decreet wordt een artikel *31bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. *31bis*. In afwijking daarvan, volgens het principe van de voorrangverlening aan de houders van vereiste bekwaamheidsbewijzen boven de houders van voldoende bekwaamheidsbewijzen, kan de opdracht van de houder van een vereist bekwaamheidsbewijs of van een voldoende bekwaamheidsbewijs die bij toepassing van artikel 29 of *29bis* wordt aangeworven en die houder is van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs of de houder van een schaarstebekwaamheidsbewijs die wordt aangeworven bij toepassing van artikel 29 of *29bis* en houder is van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs en die in die hoedanigheid één of meer ambten met onvolledige dagtaak uitoefent die in totaal minstens de helft van het aantal uren uitmaken dat vereist is voor een ambt met volledige dagtaak, worden uitgebreid tot een ambt waarvoor hij een voldoende bekwaamheidsbewijs bezit. Betreffende het secundair onderwijs voor sociale promotie, wordt het minimum van de hierboven vermelde prestaties op 120 lestijden vastgesteld.

In het gespecialiseerd onderwijs van vorm 4, kan de opdracht overigens, in de in het eerste lid vastgestelde voorwaarden, worden uitgebreid tot een ambt waarvoor hij een schaarstebekwaamheidsbewijs bezit. Die uitbreiding wordt beperkt tot hoogstens één kwart van het aantal uren dat vereist is voor een ambt met volledige dagtaak.

De uitoefening van de in het eerste lid en het tweede lid bedoelde afwijkingen, kan niet nadelig zijn voor een personeelslid dat houder is van een hoger bekwaamheidsbewijs voor dat ambt of voor één van die ambten, en dat kandidaat is voor één van die ambten binnen de inrichtende macht.”.

Art. 13. Artikel 32 van hetzelfde decreet wordt vervangen door een nieuw artikel 32, luidend als volgt :

“Art. 32. § 1. Bij wijze van afwijking, op het gebied van de voorrangverlening aan de houders van vereiste bekwaamheidsbewijzen boven de houders van voldoende bekwaamheidsbewijzen, kan een tijdelijke niet prioritaire houder van een voldoende bekwaamheidsbewijs opnieuw worden aangesteld of aangeworven, gedurende het lopende schooljaar of het volgende schooljaar, in hetzelfde ambt/dezelfde ambten, onder de volgende voorwaarde : dat ambt/die ambten hebben uitgeoefend, met volledige of onvolledige prestaties, dat minstens één derde van de uren telt die vereist zijn voor de uitoefening van een ambt met volledige prestaties voor het onderwijs met volledig leerplan en alternerend onderwijs, in de loop van het voorafgaande schooljaar gedurende 150 dagen, berekend volgens de in artikel 19, § 2 nader bepaalde regels.

Betreffende het secundair onderwijs voor sociale promotie, wordt de benedengrens voor de hierboven vermelde prestaties vastgesteld op 120 lestijden.

§ 2. In afwijking van de voorrangverlening aan de houders van voldoende bekwaamheidsbewijzen boven de houders van schaarstebekwaamheidsbewijzen, kan een tijdelijke niet prioritaire houder van een voldoende bekwaamheidsbewijs opnieuw worden aangesteld of aangeworven, gedurende het lopende schooljaar of het volgende schooljaar, in hetzelfde ambt/dezelfde ambten, onder de volgende voorwaarde : dat ambt/die ambten hebben uitgeoefend gedurende 150 dagen in het schooljaar 2015-2016, en zonder onderbreking sedert het schooljaar 2015-2016 met meer dan één schooljaar, in verhouding tot één ambt met volledige of onvolledige prestaties, dat minstens één derde van de uren telt die vereist zijn voor de uitoefening van een ambt met volledige prestaties voor het onderwijs met volledig leerplan en alternerend onderwijs. De 150 dagen worden berekend volgens de in artikel 19, § 2 nader bepaalde regels.

Betreffende het secundair onderwijs voor sociale promotie, wordt de benedengrens voor de hierboven vermelde prestaties vastgesteld op 120 lestijden.

§ 3. In afwijking van de voorrangverlening aan de houders van schaarstebekwaamheidsbewijzen boven de houders van andere bekwaamheidsbewijzen, kan een tijdelijke niet prioritaire houder van een bekwaamheidsbewijs van een lagere categorie dan schaarstebekwaamheidsbewijs opnieuw worden aangesteld of aangeworven, gedurende het lopende schooljaar of het volgende schooljaar, in hetzelfde ambt/dezelfde ambten, onder de volgende voorwaarde : dat ambt/die ambten hebben uitgeoefend gedurende 150 dagen in het schooljaar 2015-2016, en zonder onderbreking sedert het schooljaar 2015-2016 met meer dan één schooljaar, in verhouding tot één ambt met volledige of onvolledige prestaties, dat minstens één derde van de uren telt die vereist zijn voor de uitoefening van een ambt met volledige prestaties voor het onderwijs met volledig leerplan en alternerend onderwijs. De 150 dagen worden berekend volgens de in artikel 19, § 2 nader bepaalde regels.

Betreffende het secundair onderwijs voor sociale promotie, wordt de benedengrens voor de hierboven vermelde prestaties vastgesteld op 120 lestijden.

§ 4. In afwijking van de voorrangsregeling, kan een tijdelijk niet prioritair personeelslid waarvan het bekwaamheidsbewijs door de Regering werd gedeclasseerd opnieuw worden aangesteld of aangeworven, gedurende het lopende schooljaar of het volgende schooljaar, in hetzelfde ambt/dezelfde ambten, onder de volgende voorwaarde : dat ambt/die ambten hebben uitgeoefend gedurende 150 dagen in het vorige schooljaar, in verhouding tot één ambt met volledige of onvolledige prestaties, dat minstens één derde van de uren telt die vereist zijn voor de uitoefening van een ambt met volledige prestaties voor het onderwijs met volledig leerplan en alternerend onderwijs. De 150 dagen worden berekend volgens de in artikel 19, § 2 nader bepaalde regels.

Betreffende het secundair onderwijs voor sociale promotie, wordt de benedengrens voor de hierboven vermelde prestaties vastgesteld op 120 lestijden.

§ 5. De uitoefening van de in de paragrafen 1 tot 4 bedoelde afwijkingen, kan niet nadelig zijn voor een personeelslid dat houder is van een hoger bekwaamheidsbewijs voor dat ambt of voor één van die ambten, en dat kandidaat is voor één van die ambten binnen de inrichtende macht, onder dezelfde anciënniteitsvoorwaarden, die echter in de loop van de laatste drie schooljaren werden verworven.”.

Art. 14. Artikel 33 van hetzelfde decreet wordt vervangen door een nieuw artikel 33, luidend als volgt :

“Art. 33. § 1. In afwijking daarvan, kan de opdracht van een personeelslid dat houder is van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs en dat in vast verband benoemd of aangeworven is, dat één of meer onderwijzende ambten met onvolledige prestaties uitoefent of heeft uitgeoefend die in totaal minstens één derde van het aantal uren die vereist zijn voor de uitoefening van een ambt met volledige prestaties gedurende het voorafgaande of lopende schooljaar uitmaken, worden uitgebreid tot (een) ambt(en) waarvoor het een voldoende bekwaamheidsbewijs bezit.

Die afwijking is eveneens van toepassing ten voordele van een personeelslid dat houder is van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs en dat in vast verband benoemd of aangeworven is, dat één of meer onderwijzende ambten met onvolledige prestaties in het secundair onderwijs voor sociale promotie uitoefent, voor een totaal van minstens 120 lestijden.

In het gespecialiseerd onderwijs van vorm 4, kan de opdracht bovendien, onder de in het eerste lid vastgestelde voorwaarden, worden uitgebreid tot een ambt waarvoor het een schaarstebekwaamheidsbewijs bezit. Die uitbreiding wordt beperkt tot hoogstens één vierde van het aantal uren dat vereist is voor een ambt met volledige dagtaak.

§ 2. De in § 1 van dit artikel vermelde bepalingen zijn ook van toepassing op het personeelslid dat houder is van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs en dat als prioritair tijdelijk personeelslid aangesteld of aangeworven is, met het oog op een uitbreiding van zijn opdracht tot een ambt/ambten waarvoor het een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs bezit in het gespecialiseerd onderwijs van vorm 4, op voorwaarde dat het in het voorafgaande schooljaar of gedurende het lopende schooljaar het ambt/de ambten heeft uitgeoefend waarvoor het een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs bezit gedurende het aantal dagen en in verhouding tot het opdrachtvolume vermeld in artikel 32.

§ 3. De in § 2 vermelde bepalingen zijn van toepassing op het personeelslid dat houder is van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs of schaarstebekwaamheidsbewijs en dat tijdelijk wordt aangesteld of aangeworven. Als het gaat om personeelsleden die worden aangesteld of aangeworven op grond van een voldoende bekwaamheidsbewijs of een schaarstebekwaamheidsbewijs, moeten ze houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs en aangeworven zijn bij toepassing van artikel 29 of 29bis.

§ 4. De uitoefening van de in de paragrafen 1 tot 3 bedoelde afwijkingen, kan niet nadelig zijn voor een personeelslid dat houder is van een hoger bekwaamheidsbewijs voor dat ambt of voor één van die ambten, en dat kandidaat is voor één van die ambten binnen de inrichtende macht, onder dezelfde anciënniteitsvoorwaarden, die echter in de loop van de laatste drie schooljaren werden verworven.”.

Art. 15. In het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs wordt een artikel 34bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 34bis. De voor de aanwerving bevoegde overheid kan redenen aanvoeren voor de niet naleving van de voorrangsregeling ten voordele van een kandidaat voor een ambt waarvan het bekwaamheidsbewijs een bestanddeel “nuttige ervaring” inhoudt en die voor dat ambt beschikt over het verdragingsattest, bedoeld in artikel 23, § 1, zesde lid.

Die mogelijkheid kan alleen worden benut voor een aanwerving die gedurende de geldigheidsduur van het attest begint. De personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie die op grond van die mogelijkheid worden aangeworven in een onderwijseenheid die eindigt na die periode, kunnen echter in die onderwijseenheid tot het einde van hun prestatie blijven.

Die mogelijkheid kan niet nadelig zijn voor een personeelslid dat houder is van een hoger bekwaamheidsbewijs en dat kandidaat is voor dat ambt binnen zijn inrichtende macht.”.

Art. 16. Artikel 39, tweede lid, 5°, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de woorden : “zowel in het basis- en secundair onderwijs als in het hoger onderwijs;”.

Art. 17. Artikel 262 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

“De personeelsleden die de overgangsmatregelen van deze afdeling genieten, kunnen daarop aanspraak maken bij elke andere inrichtende macht met inachtneming van de statutaire regels die op deze toepasselijk zijn, met het oog op de aanwerving in een ambt dat wordt vastgesteld bij het besluit van de Regering dat ter uitvoering van artikel 7 van dit decreet wordt genomen.”.

Art. 18. Artikel 278 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“In afwijking van het eerste lid, worden de diensten die door de personeelsleden werden gepresteerd in een ambt van technische vakken en beroepspraktijk vóór de inwerkingtreding van dit decreet worden geacht gepresteerd te zijn in het ambt van technisch vak en/of in het ambt van praktijkleraar volgens de door de Regering vastgestelde overeenstemmingstabel.”.

Art. 19. Artikel 279 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“In afwijking van het eerste lid, worden de diensten die door de personeelsleden werden gepresteerd in een ambt van technische vakken en beroepspraktijk vóór de inwerkingtreding van dit decreet worden geacht gepresteerd te zijn in het ambt van technisch vak en/of in het ambt van praktijkleraar volgens de door de Regering vastgestelde overeenstemmingstabel.”.

Art. 20. In artikel 285 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 5°, 6° en 8° worden de volgende woorden toegevoegd : “met uitzondering van het personeelslid dat niet met cursussen wordt belast, en dat een anciënniteit van 315 dagen moet tellen bij de inrichtende macht op minstens 2 schooljaren, verworven in de laatste 5 schooljaren”;

2° in 9°, worden de woorden “met uitzondering van het personeelslid dat niet met cursussen wordt belast, en dat een anciënniteit van 315 dagen moet tellen bij de inrichtende macht op minstens 2 schooljaren, verworven in de laatste 5 schooljaren” ingevoegd tussen de woorden “op 480 lestijden vastgesteld” en de woorden “Die personeelsleden worden op 1 september 2016 geacht”;

3° er wordt een 11° toegevoegd, luidend als volgt : “de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie die een bijambt sedert ten minste drie schooljaren presteren voor een volume van minstens 120 lestijden per schooljaar”;

4° er wordt een 12° toegevoegd, luidend als volgt :

12° de prioritaire tijdelijke personeelsleden in de zin van artikel 23 van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst die een vereist bekwaamheidsbewijs bezitten”;

5° er wordt een 13° toegevoegd, luidend als volgt :

13° de tijdelijke personeelsleden bedoeld bij het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst die een vereist bekwaamheidsbewijs bezitten vóór de inwerkingtreding van dit decreet en een ambtsanciënniteit van 315 dagen tellen bij de inrichtende macht op minstens 2 schooljaren, verworven tijdens de laatste 5 schooljaren, berekend volgens artikel 18 van het voormelde decreet.”;

6° er wordt een 14° toegevoegd, luidend als volgt : “ de personeelsleden-stagiairs bedoeld bij artikel 12 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap”;

7° er wordt een 15° toegevoegd, luidend als volgt : “15° de tijdelijke personeelsleden die een vereist bekwaamheidsbewijs bezitten vóór de inwerkingtreding van dit decreet, geklasseerd in de eerste groep bedoeld in artikel 5 quater, derde lid van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap”;

8° er wordt een 16° toegevoegd, luidend als volgt : “16° de tijdelijke personeelsleden bedoeld bij artikel 5 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap die een ambtsanciënniteit van 450 dagen tellen bij de inrichtende macht, verworven op minstens 3 schooljaren, berekend overeenkomstig artikel 5 quinquies van het voormelde koninklijk besluit, vlak vóór de inwerkingtreding van dit decreet.”.

Art. 21. In titel III, hoofdstuk 2, afdeling 3, van hetzelfde decreet wordt een artikel 285bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 285bis. Voor alle bovenvermelde overgangsmaatregelen, in het gesubsidieerd onderwijs, kunnen de prioritaire tijdelijke personeelsleden of deze die ermee gelijkgesteld zijn overeenkomstig artikel 285 op grond van bekwaamheidsbewijzen die het beroepsonderwijs eigen zijn, verder in vast verband worden benoemd en aangeworven, en als prioritair tijdelijk of beschermd personeelslid, worden aangesteld uitsluitend in die onderwijsvorm.”.

Art. 22. Artikel 286 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

“De personeelsleden die de overgangsmaatregelen van deze afdeling genieten, kunnen daarop aanspraak maken bij elke andere inrichtende macht met inachtneming van de statutaire regels die op deze van toepassing zijn, met het oog op de werving in een ambt dat vastgesteld wordt bij het besluit van de Regering dat met toepassing van artikel 7 van dit decreet werd genomen.”.

Art. 23. In hoofdstuk 2, titel III van hetzelfde decreet, wordt een afdeling 3bis ingevoegd, luidend als volgt : “Afdeling 3bis : overgangsmaatregelen en selectie- en bevorderingsambten.”.

Art. 24. In afdeling 3bis van hoofdstuk 2 van titel III van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 20, wordt een artikel 290bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 290bis. Ieder personeelslid dat door de overgangsmaatregelen van afdeling 1 wordt gedekt of dat voldoet aan de voorwaarden die vastgesteld zijn bij artikel 285 van afdeling 3 en dat, krachtens de verordeningsbepalingen inzake bekwaamheidsbewijzen die tot 31 augustus 2016 toepasselijk waren, de voorwaarden voor de toegang tot een selectieambt of een bevorderingsambt vervulde, wordt beschouwd als een personeelslid dat zich nog altijd in de voorwaarden voor de toegang tot die ambten bevindt.”.

Art. 25. In afdeling 3bis van hoofdstuk 2 van titel III van hetzelfde decreet wordt een artikel 293/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293/1. Bij declassering van een bekwaamheidsbewijs, blijft het in vast verband benoemd of aangeworven personeelslid, houder van dat bekwaamheidsbewijs, de weddeschaal genieten die het genoot vóór de declassering van zijn bekwaamheidsbewijs.

Die personeelsleden behouden het recht hun opdracht uit te breiden volgens de nadere regels die vóór de declassering van hun bekwaamheidsbewijs golden.”.

Art. 26. In afdeling *3bis* van hoofdstuk 2 van titel III van hetzelfde decreet wordt een artikel 293/2 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293/2. Bij declassering van een bekwaamheidsbewijs, blijft het prioritair tijdelijk of beschermd personeelslid, houder van dat bekwaamheidsbewijs, de weddeschaal genieten die het genoot vóór de declassering van zijn bekwaamheidsbewijs.

Diezelfde personeelsleden kunnen verder in vast verband worden benoemd en aangeworven, en, als prioritair tijdelijk of beschermd personeelslid, worden aangesteld onder de statutaire voorwaarden die vóór de declassering van hun bekwaamheidsbewijs geldig waren.”.

Art. 27. In afdeling *3bis* van hoofdstuk 2 van titel III van hetzelfde decreet wordt een artikel 293/3 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 293/3. Op voorstel van de in artikel 38 bedoelde Commissie, wordt de Regering ertoe gemachtigd een overeenstemmingstabel voor ambten vast te stellen waarin de wijzigingen worden vermeld die werden verricht op het gebied van de verbinding cursus-ambt in het kader van artikel 39, tweede lid, 2°. De regels die in de afdelingen 1 en 2 van dit hoofdstuk vermeld zijn, zijn toepasselijk op die overeenstemmingstabel, waarbij in plaats van de woorden “31 augustus en 1 september 2016”, de woorden “31 augustus en 1 september van het schooljaar gedurende hetwelk de nieuwe verbinding cursus-ambt uitwerking heeft”, worden vermeld.”.

Art. 28. In artikel 294 van hetzelfde decreet worden de woorden “en van artikel 29, § 5, dat vanaf 1 november 2017 toepasselijk wordt” toegevoegd.”.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

Art. 29. In artikel 167*bis*, eerste lid, 1° en 2°, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de woorden “het vereiste bekwaamheidsbewijs” vervangen door de woorden “ofwel een vereist bekwaamheidsbewijs, ofwel een voldoende bekwaamheidsbewijs, ofwel een schaarstebekwaamheidsbewijs, ofwel een ander bekwaamheidsbewijs, waarbij niettemin voorrang steeds verleend zal worden aan de bovenvermelde categorieën in de volgorde van de opsomming.”.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen*

Art. 30. In artikel 13*ter* van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, worden de woorden “het vereiste bekwaamheidsbewijs” vervangen door de woorden “ofwel een vereist bekwaamheidsbewijs, ofwel een voldoende bekwaamheidsbewijs, ofwel een schaarstebekwaamheidsbewijs, ofwel een ander bekwaamheidsbewijs, waarbij niettemin voorrang steeds verleend zal worden aan de bovenvermelde categorieën in de volgorde van de opsomming.”.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs*

Art. 31. In artikel 29*quater* van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een 9°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“9°*bis*. als de betrekking definitief vacant is, wordt het in vast verband toegekend, met inachtneming van de artikelen 41*bis*/1 en 42*bis*, aan een personeelslid dat reeds in vast verband aangeworven is, voor een volledige of gedeeltelijke opdracht in één of andere ambten van dezelfde categorie waarvoor het niet over een vereist bekwaamheidsbewijs beschikt, dat het aanvraagt en dat het vereiste bekwaamheidsbewijs beschikt voor het beoogde ambt;”;

2° bij 12°, worden de woorden “In dit geval, moet het personeelslid” vervangen door de woorden “door voorrang te verlenen aan de houders van een vereist bekwaamheidsbewijs. Het personeelslid moet”.

Art. 32. In hoofdstuk III, afdeling 3 van hetzelfde decreet wordt een artikel 41*bis*/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 41*bis*/1. – De inrichtende macht die over een in vast verband toe te kennen vacante betrekking beschikt, moet, met inachtneming van de artikelen 29*quater* en 29 quinquies, en in afwijking van artikel 43, de betrekking toekennen aan een personeelslid dat erom vraagt dat reeds in vast verband aangeworven is voor een volledige of gedeeltelijke opdracht in een ambt waarvoor het niet over een vereist bekwaamheidsbewijs beschikt, door een ambtsverandering in vast verband.

De ambtsverandering in vast verband heeft uitwerking met ingang van de daarop volgende 1 oktober, behoudens overeenkomst tussen de partijen over een rechtstreekse uitwerking.”.

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs*

Art. 33. In artikel 24, § 1, derde lid, van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, in het derde streepje, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, worden de woorden “het vereiste bekwaamheidsbewijs of” vervangen door de woorden “het vereiste bekwaamheidsbewijs of het voldoende bekwaamheidsbewijs”.

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstsonderwijs*

Art. 34. In artikel 6, § 1, derde lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstsonderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, worden de woorden “het onderwijs met beperkt leerplan” geschrapt.

Art. 35. In artikel 8, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan of in het onderwijs met beperkt leerplan” vervangen door de woorden “of in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan”.

Art. 36. Aan artikel 13, § 2, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Bij punt 1°, tweede streepje, worden de woorden “voldoende geacht studiebewijs van groep A” vervangen door het woord “voldoend studiebewijs”;

2° er wordt een punt 4°), samengesteld uit twee leden en luidend als volgt, toegevoegd :

“4°) met zijn instemming, aan elk personeelslid dat ze ter beschikking stelde wegens ontstentenis van betrekking en niet in actieve dienst kon terugroepen : elke vacante betrekking in een ander ambt van dezelfde categorie waarvoor het een ander bekwaamheidsbewijs bezit of waarvoor dit personeelslid vooraf een afwijking heeft gekregen met toepassing van artikel 16, § 6, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

De bepaling opgenomen in het eerste lid kan niet tot gevolg hebben, naar aanleiding van een voorlopige terugroeping in activiteit, lestijden toe te kennen die aan tijdelijke personeelsleden die houder zijn van een bekwaamheidsbewijs van een hogere categorie zouden moeten worden toevertrouwd.”.

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstsonderwijs*

Art. 37. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstsonderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij § 3, worden de woorden “of, in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, door het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstsonderwijs met beperkt leerplan” toegevoegd na de woorden “decreet van 11 april 2014”;

2° bij § 4, wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

“Voor het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, wordt het ambt bepaald in het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstsonderwijs met beperkt leerplan.

3° bij § 5, wordt punt 1° vervangen door hetgeen volgt :

“1° de terugroeping in dienst van een personeelslid in een ander ambt van dezelfde categorie voor de uitoefening waarvan het personeelslid over ofwel het voldoende bekwaamheidsbewijs, ofwel het schaarstebekwaamheidsbewijs, ofwel een ander bekwaamheidsbewijs beschikt. Het personeelslid dat houder is van een ander bekwaamheidsbewijs moet voorafgaandelijk een afwijking hebben verkregen met toepassing van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, voor de uitoefening van dat ambt.”.

Art. 38. In artikel 3, § 1, van hetzelfde besluit, wordt de beginzin vervangen door : “Voor de toepassing van de artikelen 9 tot 13, wordt verstaan onder “hetzelfde ambt” in het secundair onderwijs rekening houdend met de onderscheiding tussen het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, enerzijds, en het kunstsecundair onderwijs, anderzijds”.

Art. 39. In artikel 17 van hetzelfde besluit, wordt een nieuwe paragraaf 5, samengesteld uit twee leden en luidend als volgt, ingevoegd :

“§ 5. Met zijn instemming, aan een personeelslid dat ze ter beschikking stelde en niet kon reffecteren noch wedertewerkstellen, elke vacante betrekking toewijzen in een ambt van dezelfde categorie, waarvoor dat personeelslid een ander bekwaamheidsbewijs bezit en waarvoor het voorafgaandelijk een afwijking heeft gekregen met toepassing van artikel 16, § 6, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

De bepaling opgenomen in het eerste lid kan niet tot gevolg hebben, naar aanleiding van een voorlopige terugroeping in activiteit, lestijden toe te kennen die aan een prioritair tijdelijk personeelslid of een tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs van een hogere categorie zouden moeten worden toevertrouwd.”.

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd vrij onderwijs voor sociale promotie*

Art. 40. In artikel 2, § 5, 1°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd vrij onderwijs voor sociale promotie, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

“In het secundair onderwijs voor sociale promotie, moet het personeelslid houder zijn, ofwel van een voldoende bekwaamheidsbewijs, ofwel van een schaarstebekwaamheidsbewijs. Het personeelslid dat houder is van een ander bekwaamheidsbewijs moet voorafgaandelijk een afwijking hebben gekregen met toepassing van artikel 16, § 6, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, voor de uitoefening van het ambt waarvoor het voorlopig in dienst wordt teruggeroepen;”.

Art. 41. In artikel 13 van hetzelfde besluit, wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

“In het secundair onderwijs voor sociale promotie geschiedt de voorlopige terugroeping in dienst van een personeelslid dat houder is van een ander bekwaamheidsbewijs enkel mits zijn instemming en kan niet tot gevolg hebben lestijden toe te kennen die aan een prioritair tijdelijk personeelslid of een tijdelijk personeelslid dat houder is van een bekwaamheidsbewijs van een hogere categorie zouden moeten worden toevertrouwd.”.

HOOFDSTUK IX. — *Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie*

Art. 42. In artikel 12 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie, zoals aangevuld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 oktober 1996 en aangevuld bij het decreet van 11 april 2014, wordt een nieuwe paragraaf 5 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 5. Elke inrichtende macht die overeenkomstig de voorafgaande bepalingen een personeelslid dat ter beschikking werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking of wegens gedeeltelijk opdrachtverlies niet heeft kunnen reffecteren of in dienst terugroepen, kan met de instemming van dat personeelslid :

1° hem elke vacante betrekking in een ander ambt van dezelfde categorie waarvoor het over het voldoende bekwaamheidsbewijs of het schaarstebekwaamheidsbewijs beschikt, toevertrouwen;

2° hem elke vacante betrekking in een ander ambt van dezelfde categorie waarvoor het over een ander bekwaamheidsbewijs dan het vereiste, voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs beschikt en waarvoor dat personeelslid voorafgaandelijk een afwijking heeft gekregen met toepassing van artikel 16, § 6, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, toevertrouwen.

De bepalingen opgenomen in de eerste paragraaf kunnen niet tot gevolg hebben, naar aanleiding van een voorlopige terugroeping in activiteit, lestijden toe te kennen die aan tijdelijke personeelsleden die houder zijn van een bekwaamheidsbewijs van een hogere categorie zouden moeten worden toevertrouwd.”.

HOOFDSTUK X. — *Wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs*

Art. 43. In tabel I van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de rubriek “*onderdirecteur in het lager secundair onderwijs*”, bij punt c) van de kolom “3. Bekwaamheidsbewijs(-zen)”,

a) wordt het woord “geacht” geschrapt;

b) worden de woorden “Opvoeder-studiemeester” vervangen door de woorden “opvoeder of opvoeder secretaris”;

2° in de rubriek “*proviseur of onderdirecteur*”, bij punt d) van de kolom “3. Bekwaamheidsbewijs(-zen)”,

a) wordt het woord “geacht” geschrapt;

b) worden de woorden “Opvoeder-studiemeester” vervangen door de woorden “opvoeder of opvoeder secretaris”;

3° in de rubriek “*onderdirecteur in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan*”, bij punt b) van de kolom “3. Bekwaamheidsbewijs(-zen)”,

a) wordt het woord “geacht” geschrapt;

b) worden de woorden “Opvoeder-studiemeester” vervangen door de woorden “opvoeder of secretaris opvoeder”;

4° in de rubriek “*werkplaatsleider*”,

a. bij punt 1) van de kolom “2. Uitgeoefende ambten”,

worden de volgende woorden geschrapt :

“Leraar technische cursussen en beroepspraktijk”

b. punt 2) van de kolom “2. Uitgeoefende ambten”, wordt vervangen als volgt :

“Begeleider in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming”;

5° de rubriek “opvoeder-huismeester” wordt geschrapt en vervangen door de volgende twee rubrieken :

Opvoeder-huismeester in het secundair onderwijs met volledig leerplan	Opvoeder	Eén van de vereiste of voldoende bekwaamheidsbewijzen voor het ambt Opvoeder
Opvoeder-huismeester in het onderwijs voor sociale promotie	Opvoeder-secretaris	Eén van de vereiste of voldoende bekwaamheidsbewijzen voor het ambt Opvoeder-secretaris

6° de rubriek “directiesecretaris” wordt geschrapt en vervangen door de volgende twee rubrieken :

Directiesecretaris in het secundair onderwijs met volledig leerplan	Opvoeder	Eén van de vereiste of voldoende bekwaamheidsbewijzen voor het ambt Opvoeder
Directiesecretaris in het onderwijs voor sociale promotie	Opvoeder-secretaris	Eén van de vereiste of voldoende bekwaamheidsbewijzen voor het ambt Opvoeder-secretaris

Art. 44. In tabel II van hetzelfde decreet, in de rubriek “werkplaatsleider”, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a. bij punt 1) van de kolom “2. Uitgeoefende ambten”,

worden de volgende woorden geschrapt :

“Leraar technische cursussen en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de lagere graad,

Leraar technische cursussen en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de hogere graad”;

b. punt 2) van de kolom “2. Uitgeoefende ambten”, wordt vervangen als volgt :

“Begeleider in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming”.

HOOFDSTUK XI. — Slotbepaling

Art. 45. Dit decreet treedt in werking bij het begin van het schooljaar 2017-2018, met uitzondering van de artikelen 3, 11, 19, 20, 21, 23, 28 en 33, die uitwerking hebben met ingang van 1 september 2016.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 oktober 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

(1) *Zitting 2017-2018.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 504-1. — Commissieamendementen, nr. 504-2. — Commissieverlag nr. 504-3. — In commissie aangenomen tekst, nr. 504-4. — In vergadering aangenomen tekst, 504-5.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 oktober 2017.